




CONFLIT DE PERCEPTIONS

13 avril 2026

Supériorité militaire mais défaite d'image : vers un grand divorce entre Israël et les États-Unis ?


60 % d'opinions défavorables aux États-Unis, un triplement des vues « très défavorables », une défiance massive chez les moins de 50 ans : le dernier sondage Pew sur l'image d'Israël sonne comme un avertissement. Mais derrière les chiffres, une question plus profonde : Israël peut-il continuer à gagner sur le terrain tout en perdant la guerre des récits ? Et cette érosion du soutien populaire américain finira-t-elle par ébranler une alliance stratégique que l'on croyait indestructible ?

 Michel Fayad ↗ et Bruno Melki ↗

17 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 27:01min

Atlantico : Un sondage du Pew Research Center d'avril 2026 montre 60 % d'opinions défavorables envers Israël (hausse de près de 20 points depuis 2022) et un triplement des vues « très défavorables » (28 %), couplé à un effondrement de la confiance envers Netanyahu (59 % de « peu ou pas du tout »), constitue-t-il un véritable tournant historique dans la relation États-Unis/Israël ? Israël a-t-il perdu la légitimité morale que lui conférait son statut de démocratie isolée dans une région tourmentée et son histoire étroitement associée à la construction d'un havre pour le peuple juif après le traumatisme de la Shoah ?

Michel Fayad : Le sondage Pew d'avril 2026 signale une inflexion sérieuse, mais il faut se garder de la lire comme un tournant irréversible. La relation américano-israélienne n'a jamais principalement reposé sur l'opinion

publique. Elle repose sur des intérêts stratégiques concrets – renseignement, cybersécurité, coopération militaro-industrielle, contrepoids à l'Iran – qui survivent aux fluctuations des sondages. L'histoire du Moyen-Orient montre d'ailleurs que les alliances américaines dans la région ont toujours résisté à des niveaux de désapprobation populaire élevés, tant que les structures institutionnelles – Pentagone, communauté du renseignement, industrie de défense – maintenaient leur engagement.

Cela dit, l'érosion de ce qu'on pourrait appeler le « crédit moral » d'Israël est réelle. Mais la question mérite d'être retournée : Israël a-t-il perdu sa légitimité, ou est-ce le regard occidental qui a changé de grille de lecture ? Le récit fondateur – un peuple rescapé de l'anéantissement bâtissant une démocratie dans un environnement hostile – n'est pas devenu faux. Il est devenu inaudible pour une partie de l'opinion qui ne raisonne plus en termes de menace existentielle mais en termes de rapport de forces visible. Israël est jugé sur sa puissance, non sur sa vulnérabilité. C'est un changement de perception, pas nécessairement de réalité. Il faut également rappeler que la moralité d'Israël ne se résume pas à son statut de démocratie : la création d'Israël est le fruit d'un mouvement intellectuel juif et sioniste du XIXe siècle, antérieur à la Shoah, même si le traumatisme de la Shoah en a accéléré la concrétisation. Après la Seconde Guerre mondiale, les Juifs ont probablement cherché à se montrer irréprochables moralement – à affirmer, face aux caricatures historiques qui les visaient, une exigence éthique singulière – un héritage que l'on retrouve dans la doctrine de Tsahal, où la notion de « pureté des armes » permet à un soldat de refuser des ordres contraires à ses valeurs.

À lire aussi

Malgré les sanctions occidentales contre la Russie, les relations entre Moscou et New Delhi n'ont pas déraillé, bien au contraire

Rajoli Siddharth

Cette haute estime de la vertu démocratique est d'ailleurs profondément ancrée dans la société israélienne : les Israéliens ne tolèrent pas que la démocratie soit bafouée, comme en témoignent les manifestations massives qui ont précédé le 7 octobre contre la réforme judiciaire, ou les vives réactions dès qu'un manquement aux mœurs est relevé dans les milieux religieux. Le lien profond entre les États-Unis et Israël repose sur des valeurs communes de liberté, même si des courants révisionnistes remettent aujourd'hui cette communauté de destin en cause. La « realpolitik » et les

menaces géopolitiques actuelles compliquent le maintien de cette image morale : Israël, conçu comme une promesse pour le monde, se voit parfois non pardonné de recourir aux armes pour se défendre.

Bruno Melki : En tant que statisticien aussi, je veux rester prudent devant ce sondage. Sans connaître la manière dont les questions sont posées, le contexte ou la composition de l'échantillon, on peut leur faire dire beaucoup de choses. En revanche, ce qui est clair, c'est qu'une tendance existe désormais : l'image d'Israël s'est dégradée de manière significative aux États-Unis et dans le monde occidental.

Pour autant, je ne parlerais pas d'un tournant historique au sens d'une rupture nette. Les relations internationales ne sont jamais construites uniquement sur la perception morale ou l'opinion publique. Elle repose sur des intérêts stratégiques, militaires et technologiques extrêmement solides.

À lire aussi

Et si l'Arabie saoudite était en train de gagner très gros à la guerre en Iran ?

Michel Fayad

Sur la question de la « légitimité morale », je serais encore plus prudent. Qui définit la morale ? Selon quels critères, à quel moment de l'histoire ? La morale évolue, elle dépend des sociétés, des récits dominants, des rapports de force. Ce que je constate surtout, c'est un décalage croissant : d'un côté, une perception occidentale qui se transforme, de l'autre la réalité israélienne. Les faits sont là : 47 ans de menaces d'extermination de la part de l'Iran, les massacres du 7 octobre, les attaques du Liban et des Houtis du Yémen, tous ceux-là ont créé une menace existentielle. Ce n'est pas un sentiment de paranoïa, mais la réalité de tous les jours depuis plus de deux ans. Dans ce cadre, à chacun de comprendre la notion de « légitimité morale » lorsque Israël veut mettre fin à ces menaces.

Pourquoi la supériorité militaire israélienne (opérations réussies à Gaza, au Liban et face à l'Iran) ne se traduit-elle plus en victoire narrative ? Le sondage montre que l'image d'Israël se dégrade même quand ses forces obtiennent des résultats concrets sur le terrain : est-ce dû à une asymétrie médiatique, à l'impact des réseaux sociaux ou à une évolution plus profonde des normes morales occidentales ?

À lire aussi

Un an après le « Libération Day », les tarifs douaniers ont redessiné le commerce mondial. Mais pas du tout comme l'imaginait Donald Trump

Jean-Luc Demarty et Don Diego De La Vega

Bruno Melki : La supériorité militaire Israélienne est une nécessité pour survivre avant tout. Israël est aujourd'hui engagé dans une logique de défense sur plusieurs fronts simultanés, ce qui structure ses priorités. Quand vous êtes sur plusieurs fronts (Gaza, Liban, Iran, milices régionales, Houthis, et juridiques internationaux) la communication devient presque secondaire par rapport à l'impératif de sécurité.

Cela explique en partie pourquoi la supériorité militaire ne se traduit pas en victoire narrative. Mais il y a aussi une réalité plus ancienne : Israël n'a jamais été très fort en communication stratégique. C'est un pays qui excelle dans l'action, beaucoup moins dans le récit.

À cela s'ajoute un environnement médiatique profondément transformé. Les réseaux sociaux privilégient l'émotion brute, la viralité, les images choc. Dans ce cadre, une opération militaire, même justifiée d'un point de vue moral, sera toujours plus difficile à « vendre » qu'une image de destruction ou de souffrance civile.

À lire aussi

Sanctions contre la Russie : comment la crise énergétique actuelle rebat les cartes entre les stratégies américaines et européennes

Vakhtang Partsvania

Enfin, il y a un élément culturel plus profond. L'Occident contemporain a tendance à s'aligner du côté du plus faible. Or Israël est perçu comme fort, technologiquement avancé, soutenu par les États-Unis. Cela crée une asymétrie narrative presque structurelle. On peut être militairement dominant et narrativement perdant et dans cette région du monde aujourd'hui, le choix entre une supériorité militaire ou un narratif gagnant est facile.

Michel Fayad : Le paradoxe est saisissant : plus Tsahal est efficace, plus Israël perd en image. Ce n'est pas un phénomène inédit au Proche-Orient. L'histoire récente de la région regorge d'exemples d'acteurs militairement dominants – y compris des alliés de l'Occident – qui ont systématiquement perdu la guerre des perceptions des lors qu'ils affrontaient des adversaires maîtrisant l'arme de l'image. Les chrétiens libanais en ont fait l'expérience amère dans les années 1980 : tout en combattant pour leur survie face à l'OLP, à la Syrie et à des milices soutenues par des puissances extérieures, ils se sont retrouvés catalogués comme « les méchants » par les médias occidentaux – au point que les massacres de civils chrétiens dans le Chouf en 1983, infiniment plus meurtriers que Sabra et Chatila, ont à peine été couverts. Ce double standard n'a rien de nouveau. Ce qui l'est, c'est son amplification par les réseaux sociaux.

La guerre est désormais vécue en flux continu sur TikTok et Instagram, où l'image brute d'un immeuble pulvérisé écrase toute contextualisation tactique. L'Occident est passé d'une morale de la « cause juste » à une morale de la « proportionnalité visuelle » : ce qui compte n'est plus de savoir si la riposte est légitime, mais si elle « paraît » proportionnée à l'écran. Et il y a un angle mort fondamental dans ce débat : personne ne demande au Hamas ou au Hezbollah de justifier leur stratégie consistant à placer délibérément des civils en première ligne. À cela s'ajoutent les ingérences étrangères dans la guerre des narratifs : des médias comme AJ+ (Al Jazeera) ou des chaînes financées par des États hostiles à Israël jouent un rôle majeur dans la fabrication et la diffusion massive d'un récit antisémite et antisémite ou pro-Hamas sur les réseaux sociaux, ciblant en particulier les jeunes générations. Cette guerre informationnelle organisée constitue un facteur décisif dans la dégradation de l'image d'Israël.

À lire aussi

Guerre en Iran : et si la vraie arme de dissuasion massive du 21 siècle était... la mondialisation

Antony Dabila et Jean-Marc Siroën

Le fossé générationnel observé aux États-Unis (jeunes nettement plus critiques) annonce-t-il un basculement irréversible de l'opinion occidentale ? Avec des majorités défavorables chez les moins de 50 ans et 80 % des démocrates, peut-on parler d'un « effet boomer » où le soutien

traditionnel s'effondre avec le renouvellement des élites politiques et médiatiques ?

Michel Fayad : Le fossé générationnel est le phénomène le plus préoccupant à long terme. Mais avant de le déclarer irréversible, il faut comprendre ce qu'il reflète réellement. Les nouvelles générations américaines ne connaissent ni la Guerre froide, ni le contexte de la création d'Israël, ni même le 7 octobre comme choc fondateur comparable à ce que le 11 septembre fut pour leurs aînés. Elles ont en revanche été formées dans un environnement universitaire où la grille post-coloniale est devenue le prisme dominant d'analyse de tout conflit impliquant un acteur occidental ou perçu comme tel. Le conflit israélo-palestinien est ainsi « traduit » dans des catégories – oppresseur/opprimé, colon/colonisé – qui en aplatissent considérablement la complexité historique. On oublie commodément que ces mêmes catégories, appliquées mécaniquement au Liban dans les années 1980, ont conduit les opinions occidentales à rendre les chrétiens libanais responsables d'une guerre dont les causes profondes étaient l'implantation armée de l'OLP sur le territoire libanais, l'occupation syrienne et les ingérences iraniennes.

Le simplisme des grilles de lecture produit toujours les mêmes résultats : celui qui détient la puissance visible est présumé coupable, celui qui se drape dans le statut de victime est présumé légitime. Le basculement générationnel est réel, mais l'histoire **montre** que les opinions se recomposent aussi sous l'effet des chocs sécuritaires. Le 7 octobre 2023 a temporairement inversé la tendance avant que les images de Gaza ne la renversent à nouveau. Les mouvements décoloniaux et la « compétition mémorielle » aggravent ce phénomène auprès des 18-24 ans : la singularité de la Shoah s'estompe face à d'autres mémoires comme la guerre d'Algérie ou l'esclavage, et Israël est de plus en plus perçu comme une « anomalie » – voire un projet colonial – par les jeunes générations qui n'ont pas connu de témoins directs de la Shoah. Cette érosion mémorielle rend d'autant plus difficile toute tentative de « rééduquer » ces générations à la complexité historique du conflit.

À lire aussi

Pourquoi le kérosène est le véritable signe avant-coureur de la crise énergétique

Keith Johnson

Bruno Melki : Le clivage générationnel est réel, et il est pris très au sérieux. Il ne s'agit pas simplement d'une variation d'opinion, mais d'un changement de grille de lecture.

Les jeunes générations occidentales n'ont pas grandi avec les mêmes références historiques. Elles ne sont pas structurées par la mémoire fondatrice d'Israël ou par la lecture géopolitique classique de la région. Elles sont davantage sensibles aux récits liés au narratif de la domination, à l'injustice perçue, aux images diffusées en continu.

C'est un phénomène qui a été identifié, analysé, et sur lequel des stratégies sont en train d'être élaborées, notamment pour adapter le discours et mieux comprendre ces nouveaux codes.

Maintenant, est-ce un basculement irréversible ? Je ne le dirais pas. Mais c'est clairement une tendance lourde, et surtout une tendance qui, si elle se confirme, aura un impact direct sur le renouvellement des élites politiques, médiatiques et universitaires.

L'alliance stratégique États-Unis/Israël repose-t-elle encore sur un consensus populaire suffisant pour survivre ? Le soutien militaire et financier américain reste massif, mais si 60 % des Américains ont une opinion défavorable d'Israël, à partir de quel seuil ce soutien bipartisan risque-t-il de se fissurer durablement ?

Bruno Melki : Il y a un avant et un après 7 octobre. Ce moment a constitué un traumatisme profond en Israël avec l'embargo partiel établi aux débuts de la guerre par l'administration Biden. Ça a été un choc qui a profondément modifié la perception du monde extérieur en Israël.

C'est la raison pour laquelle un virage s'est concrétisé, au-delà des clivages politiques : Israël ne peut plus se permettre de dépendre de qui que ce soit. Même les États-Unis ne sont plus perçus comme un soutien garanti en toutes circonstances.

Cela ne signifie pas que les alliances existantes sont mises en cause, mais Israël comprend aujourd'hui qu'elle ne peut plus être dépendante militairement et un programme sur 5 ans, a déjà été ratifié, et un budget établi, afin d'obtenir une autonomie militaire totale. Israël en a aujourd'hui les moyens.

Michel Fayad : L'alliance stratégique reste aujourd'hui solide parce qu'elle fonctionne à deux niveaux distincts : celui des institutions – Pentagone,

services de renseignement, industrie de défense – où le partenariat est profond et mutuellement bénéfique ; et celui de l'opinion publique, qui en constitue le socle politique. Mais l'histoire de la politique américaine au Proche-Orient enseigne une leçon que les Israéliens connaissent bien : Washington est un allié structurellement incohérent. Au Liban dans les années 1980, l'administration Reagan était décrite par ceux qui la côtoyaient comme « un orchestre dont les membres jouaient différentes symphonies sous la direction d'un chef qui ne savait pas ce qui se passait » – le Département d'État voulant pousser les Syriens à négocier, le Pentagone de Weinberger refusant tout engagement, et les émissaires présidentiels sabotant les accords négociés par d'autres. Cette cacophonie a directement contribué au désastre du Chouf, à l'abrogation de l'Accord israélo-libanais du 17 mai 1983 et, en définitive, à la perte de **souveraineté** du Liban. Les Israéliens auraient tort de penser que leur alliance est à l'abri de ce même dysfonctionnement.

Le risque n'est pas un effondrement brutal – aucun président américain ne rompra avec Israël du jour au lendemain – mais une érosion graduelle du consensus bipartisan, aggravée par des signaux contradictoires envoyés depuis Washington. Le seuil critique sera atteint le jour où un candidat sérieux à la présidence calculera que le soutien à Israël lui coûte davantage de voix – notamment dans le Michigan ou la Pennsylvanie – qu'il ne lui en rapporte. Ce jour-là, Israël ne sera plus une cause nationale américaine mais un sujet de division partisane, ce qui changerait fondamentalement la donne.

La « défaite d'image » est-elle principalement le résultat d'une campagne de communication adverse (Hamas, Iran, Qatar, milieux universitaires) ou reflète-t-elle une remise en cause plus large de la légitimité israélienne en Occident ? Autrement dit, s'agit-il d'une guerre informationnelle perdue ou d'un changement de paradigme sur le droit à l'autodéfense d'un État occidental en contexte post-colonial ?

Michel Fayad : Il serait intellectuellement paresseux de tout imputer à une « guerre informationnelle » du Hamas ou du Qatar, mais il serait tout aussi naïf de sous-estimer leur rôle. Le financement qatari de chaires universitaires aux États-Unis, les campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux, la stratégie délibérée du Hamas de maximiser ses propres pertes civiles pour alimenter le récit victimaire – tout cela est documenté et joue un rôle réel. L'histoire du Proche-Orient offre d'ailleurs un précédent éclairant : dans les années 1980, l'OLP avait déjà perfectionné l'art de transformer sa défaite

militaire en victoire médiatique, utilisant les camps de réfugiés comme boucliers humains et comme scènes de théâtre pour les caméras occidentales, exactement comme le fait le Hamas aujourd'hui.

Mais ces opérations ne prennent que parce que le terreau est fertile. Le véritable changement est épistémologique : une partie croissante de l'Occident analyse le monde à travers un prisme où toute puissance est suspecte et où le statut de « victime » confère automatiquement la légitimité morale. Dans ce cadre, Israël – technologiquement avancé, militairement supérieur, allié des États-Unis – cumule tous les marqueurs du « dominant ». Ce n'est pas seulement une campagne de communication perdue ; c'est la place d'Israël dans la hiérarchie des valeurs occidentales qui est contestée.

La guerre informationnelle est un accélérateur, mais le changement de paradigme est la cause profonde. Une lecture psychanalytique permet d'éclairer un autre ressort de cette critique européenne : en percevant Israël comme un État « voyou » ou « barbare », les Européens se déchargent de leur propre conscience historique liée à la Seconde Guerre mondiale. Critiquer Israël devient ainsi un mécanisme de déculpabilisation collective – une façon de renverser symboliquement la dette morale contractée envers les Juifs pendant la Shoah.

Bruno Melki : Je pense que se focaliser uniquement sur Israël serait une erreur d'analyse. Ce que nous voyons dépasse largement ce seul conflit.

On est face à un débat beaucoup plus large sur les valeurs, sur la définition de la justice, sur la place de la violence, sur les frontières, sur l'immigration, sur les rapports entre riches et pauvres.

Israël se trouve en première ligne de ce débat, mais il en est aussi, d'une certaine manière, le symptôme. C'est un point de cristallisation d'un conflit idéologique global.

Bien sûr, il existe des campagnes hostiles, des stratégies de communication adverses. Mais le phénomène est plus profond : il touche aux fondements mêmes de la manière dont nos sociétés interprètent le monde.

L'Europe suit-elle ou devance-t-elle les États-Unis dans ce décrochage ? Alors que le sondage Pew se concentre sur les États-Unis, observe-t-on des tendances similaires (ou plus prononcées) dans les opinions publiques française, allemande ou britannique, et cela pourrait-il conduire à une divergence transatlantique sur le dossier israélien ?

Bruno Melki : Le 7 octobre a agit comme un papier de tournesol à travers le monde, et l'Europe semble déjà avoir franchi une étape supplémentaire dans le décrochage.

Aux États-Unis, il existe encore une forme de **débat**, notamment entre républicains et démocrates. En Europe, j'ai parfois le sentiment que ce débat est déjà dépassé, ou qu'il est devenu extrêmement difficile à mener sereinement.

Ce qui frappe en Israël est une incompréhension totale, face à certaines réactions européennes depuis le 7 octobre. Pour beaucoup, cela a été vécu comme un choc, presque comme une rupture psychologique.

La question maintenant, c'est de savoir si les États-Unis vont suivre cette trajectoire ou s'ils vont maintenir une position plus équilibrée. À ce stade, c'est encore ouvert.

Michel Fayad : L'Europe a souvent précédé les États-Unis dans ce décrochage, portée par des compositions démographiques différentes et une tradition diplomatique historiquement plus pro-arabe, notamment en France. La politique arabe de la France, de de Gaulle à Chirac, a toujours entretenu une distance critique envers Israël que l'opinion publique française a progressivement intériorisée. Au Royaume-Uni et en Allemagne, les dynamiques sont différentes mais convergentes : les milieux universitaires et médiatiques sont souvent plus virulents que les gouvernements.

Ce qui est nouveau, c'est l'écart croissant entre des sociétés civiles qui basculent vers une hostilité ouverte et des gouvernements qui maintiennent encore – parfois par réalisme géopolitique, parfois par crainte de l'antisémitisme intérieur, parfois par calcul électoral inverse – une ligne de soutien critique. Le risque à terme n'est pas tant une divergence transatlantique qu'un même mouvement de fond des deux côtés de l'Atlantique, avec des temporalités décalées, les sociétés précédant partout des exécutifs qui peinent à suivre. L'Europe pourrait devenir le laboratoire de ce qui finit par arriver aux États-Unis – comme ce fut souvent le cas sur d'autres dossiers. La « compétition mémorielle » – où la singularité de la Shoah se trouve mise en concurrence avec d'autres mémoires (colonisation, esclavage) – affaiblit par ailleurs la solidarité historique envers Israël, notamment auprès des jeunes générations.

Israël peut-il compenser cette perte d'image par un « pivot » stratégique vers d'autres partenaires (Inde, États du Golfe, pays asiatiques) ou le lien

avec l'Occident reste-t-il vital ? La supériorité technologique et militaire israélienne lui permet-elle de se passer du « soft power » occidental, ou risque-t-elle au contraire un isolement progressif ?

Michel Fayad : Le « pivot vers l'Est » – Inde de Modi, Émirats, partenaires asiatiques – est une réalité et une nécessité stratégique. Mais ces partenariats sont transactionnels par nature : ils reposent sur des intérêts ponctuels et non sur une communauté de destin. L'histoire du Proche-Orient regorge d'exemples d'acteurs qui ont cru pouvoir compenser la perte d'un protecteur stratégique par des alliances de rechange. Le Liban en a fait la douloureuse expérience : après avoir perdu successivement le parapluie occidental, le soutien israélien et même la protection saoudienne, il s'est retrouvé livré à la tutelle syrienne puis à l'hégémonie du Hezbollah. La perte de souveraineté s'est faite par étapes – ce que le professeur Joseph Maïla décrivait comme le passage d'une « souveraineté limitée » à une « souveraineté contestée » puis « contrôlée ». Israël n'est évidemment pas le Liban, mais le mécanisme est le même : aucun pivot vers l'Est ne remplacera le veto américain au Conseil de sécurité, ni l'intégration d'Israël aux **marchés financiers** et technologiques occidentaux.

Sans ancrage occidental, Israël deviendrait une puissance redoutable mais isolée, condamnée à un état de mobilisation permanent qui finirait par épuiser sa propre vitalité créative et démocratique – une Sparte du Moyen-Orient vivant dans un état de siège dont l'histoire montre qu'il est toujours, à terme, autodestructeur. Cette stratégie de diversification s'inscrit dans la continuité de la doctrine de la périphérie de Ben Gourion, qui consistait à s'allier avec des États non-arabes et des minorités de la région pour briser l'encerclement. Israël a toujours cherché à diversifier ses alliances économiques et stratégiques : lors de la crise financière de 2008, il a ainsi investi massivement en Asie.

Par ailleurs, le « soft power » d'Israël repose sur ses capacités technologiques et militaires : le pays s'est rendu indispensable dans des domaines clés comme la défense (notamment grâce au Dôme de fer), ce qui en fait un partenaire attractif malgré les critiques internationales. Ce « soft power » technologique constitue un levier compensatoire réel, même s'il ne peut se substituer à l'ancrage occidental.

Bruno Melki : Oui, ce pivot existe déjà, et il est assumé. Israël se trouve être une charnière géographique entre l'Orient et l'Occident et elle l'est aussi par sa composition culturelle.

Le rapprochement avec l'Inde, les pays du Golfe ou certaines puissances asiatiques fait partie d'une stratégie de long terme. Les Accords d'Abraham s'inscrivent aussi dans cette dynamique.

La guerre actuelle joue un rôle d'accélérateur à un processus enclenché depuis plusieurs décennies déjà. Elle renforce l'idée qu'il faut diversifier les partenariats, élargir les alliances et réduire les dépendances.

Cela ne signifie pas un abandon de l'Occident, mais la création d'alliances qui marquent aussi un équilibre stratégique.

Ce « grand divorce » en gestation est-il temporaire (lié au cycle actuel des conflits) ou structurel (lié à des mutations démographiques, culturelles et idéologiques profondes en Occident) ? Le sondage montre une accélération continue depuis 2022 : s'agit-il d'un pic conjoncturel ou d'une tendance longue durée comparable à celle observée sur d'autres dossiers (Irak, Afghanistan) ?

Bruno Melki : À mes yeux, nous ne sommes pas face à un simple épisode conjoncturel, mais à une évolution de fond, dont la guerre actuelle ne fait qu'accélérer et rendre plus visible ce processus.

Les sociétés occidentales ont profondément évolué ces dernières décennies : transformations démographiques, mutation des cultures politiques, nouveau rapport à la violence, poids des réseaux sociaux, fragmentation des récits. Tout cela modifie en profondeur la manière dont ce conflit est perçu et interprété.

Je ne pense pas que ces évolutions s'effaceront avec la fin des opérations militaires. Il pourra y avoir des phases d'accalmie, des rééquilibres ponctuels, mais la trajectoire globale me semble durable.

En réalité, ce qui se joue dépasse largement la seule relation entre Israël et l'Occident. On assiste à une recomposition plus large, où s'affrontent différentes visions du monde, différentes lectures de la guerre et différentes conceptions de la morale. Israël se retrouve, de fait, au cœur de cette ligne de fracture.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une partie de l'Occident s'est construite sur l'idée que les grandes guerres appartenaient au passé. Or cette vision n'est pas universelle. Le 7 octobre a brutalement rappelé que la violence reste une réalité, et que certaines logiques de confrontation n'ont jamais disparu.

Cela renvoie à un débat plus profond entre deux lectures du monde : celle d'une histoire allant vers une pacification progressive, et celle, plus conflictuelle, où les tensions entre civilisations, cultures et systèmes de valeurs demeurent structurantes.

Ce que l'on observe aujourd'hui ressemble ainsi moins à une rupture qu'à une réactivation. Ces tensions étaient déjà là. Elles sont désormais visibles, assumées, et en train de se réorganiser à l'échelle mondiale. Ceci est vécu comme un réveil brutal par une grande partie du monde occidental, et c'est certainement l'une des raisons de la colère qui est tournée vers Israël qui, de par sa volonté de vivre sur sa terre, matérialise cette désillusion.

Michel Fayad : Ce « grand divorce » est à la fois conjoncturel et structurel. Conjoncturel, parce que les cycles de violence accélèrent la dégradation : chaque opération militaire à Gaza ou au Liban produit son lot d'images qui alimentent le récit de la brutalité israélienne. Structurel, parce que les mutations démographiques, culturelles et idéologiques de l'Occident modifient en profondeur la lecture du conflit. Mais il n'est pas fatal. L'histoire du Proche-Orient enseigne que rien n'est irréversible dans cette région – ni les alliances, ni les inimitiés, ni les perceptions.

Des inflexions restent possibles : un renouvellement du leadership israélien porteur d'une offre politique crédible, un nouveau choc sécuritaire qui rappellerait la nature des menaces auxquelles Israël fait face, ou simplement un retour de balancier lorsque les limites de la grille post-coloniale appliquée à un conflit qui la déborde deviendront évidentes. Car cette grille, qui réduit tout à un affrontement entre « dominants » et « dominés », est incapable de rendre compte d'un conflit où les deux peuples ont des revendications légitimes et où les responsabilités sont partagées – notamment celle du leadership palestinien qui, de l'OLP d'Arafat au Hamas d'aujourd'hui, a systématiquement refusé les compromis territoriaux et instrumentalisé sa propre population.

Ce qui est certain, c'est qu'Israël ne peut plus se contenter de gagner les guerres. Il doit aussi redevenir capable de raconter pourquoi il les mène – et vers quel horizon politique cette puissance militaire conduit. Car au Proche-Orient comme ailleurs, la force sans projet politique finit toujours par user même les alliances les plus solides. Un certain pessimisme s'impose néanmoins quant à la possibilité de renverser cette tendance : la guerre des narratifs, la compétition mémorielle, les ingérences étrangères organisées et l'impact de l'intelligence artificielle – qui amplifie et personnalise les biais cognitifs à grande échelle – constituent autant d'obstacles structurels à toute réévaluation nuancée de la situation d'Israël par les générations à venir.

Entretiens conduits par Kimberley Bort.

MOTS-CLES

Etats-Unis , sondage , Israël , défavorable , image , Iran , Liban , soutien , géopolitique , stratégie

THEMATIQUES

Géopolitique

A PROPOS DES AUTEURS



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce

SUIVRE



Bruno Melki

Journaliste et scientifique, Bruno Melki se sert de faits et de chiffres afin de comprendre la réalité.

SUIVRE

POPULAIRES

24 Heures

7 Jours

PLUS LUS

PLUS PARTAGES

- 1** **Audiovisuel public : derrière les outrances, les 4 leçons incontournables de la commission d'enquête parlementaire**

- 2** **Gustave Le Bon, le psychologue français du XIXe siècle qui a théorisé la manipulation des foules, inspiré Hitler et qui permet de comprendre... Jean-Luc Mélenchon**

- 3** **WhatsApp, messagerie cryptée ? L'un des plus grands mensonges marketing de l'ère de la Tech**

- 4** **Laeticia Hallyday & Serge s'achètent un nid à Miami, Ben Affleck rend ses clefs à Jennifer Lopez; Victoria Beckham se désencre, Cruz fait du free-boules, Nicole Kidman des heures sup'; Megan Fox se soldapouffe; Paris Jackson croit les victimes de son père**

- 5** **Course à pied : à quelle fréquence faut-il changer ses chaussures de running (la plupart des coureurs se trompent...)?**

- 6** **Culture pornographique et télé-réalité : quand l'inceste envahit nos écrans**

- 7** **La mode des champignons psilocybes prend de court la recherche scientifique et la réglementation**

RECEVEZ NOTRE NEWSLETTER

Entrez votre email pour recevoir la newsletter

S'INSCRIRE

En cliquant sur s'inscrire, vous confirmez que vous acceptez nos [Termes et Conditions](#)

© 2026 Talmont Media SAS. tous droits réservés.

TOUSLESCONTACTS@ATLANTICO.FR

MIEUX NOUS CONNAITRE

[ATLANTICO C'EST QUI, C'EST QUOI ?](#)

/

[LE RESEAU D'ATLANTICO](#)

/

[CONTACT](#)

CATEGORIES

LEGAL

[DECRYPTAGES](#)

[CGV](#) [MENTIONS LEGALES](#)

[DOSSIERS](#)

[GESTION DE LA PUBLICITE](#) [GESTION DES COOKIES](#)

[RENDEZ-VOUS](#)

[POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE](#)

[VIDEOS](#)

[POLITIQUE D'ACCESSIBILITE](#)

[PODCASTS](#)

[POLITIQUE RELATIVE AUX COOKIES](#)

[BEST OF](#)

[CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION](#)